

M. THÜR: On essaye de maintenir une certaine forme d'équilibre, et d'éviter les fluctuations dans les coûts sociaux—et le chômage et un coût social très élevé. Dans les prévisions à long terme, on se préoccupe du genre d'économie que désirent les Canadiens. C'est vraiment une question de télévision en couleurs ou, peut-être, d'éducation—il y a certaines priorités. En considérant une période de 20 années, on peut choisir des priorités, mais pour une période de deux ans, on ne le peut pas. Pour une période très courte, toutes les priorités sont acquises parce qu'on ne peut pas changer, dans une très courte période, l'orientation à long terme. Dans une période plus longue, il peut y avoir des options.

M<sup>me</sup> MACINNIS: Oserais-je vous demander de nommer quelques priorités que, en votre qualité d'économiste, vous considérez être importantes.

M. THÜR: Je crois qu'il y a... quand il s'agit d'un jugement de valeurs, un économiste n'est supérieur à aucun citoyen du pays. S'il s'agit d'un choix très général, cela ne m'intéresse pas du tout de donner mes choix personnels. Peut-être rencontreraient-ils quelque approbation, peut-être aucune. Tout le monde au Canada est en mesure, aussi bien que moi, d'avoir des idées sur ce que devrait être l'objectif de l'économie nationale, parce que l'économique est la science des moyens; ce n'est pas la science des objectifs. Notre science étudie les méthodes par lesquelles on peut obtenir les meilleurs résultats, étant donnée une quantité limitée de ressources et de facteurs de production. Quant au genre de résultats qu'on recherche, c'est à la population de...

M<sup>me</sup> MACINNIS: En d'autres mots, il existe encore une fonction que le gouvernement peut remplir?

M. THÜR: Oui.

Le coprésident sénateur CROLL: Si j'avais pensé qu'il préconiserait l'abolition du gouvernement, je ne l'aurais pas invité ici.

Le sénateur McGRAND: La plupart des questions que je voulais poser ont déjà reçu une réponse, du moins partiellement. Vous avez dit plus tôt qu'une hausse des prix d'environ 2 p. 100 par année serait normale pour notre économie. Pour maintenir cela, serait-il nécessaire que les salaires et les profits augmentent seulement dans cette proportion?

M. THÜR: Non.

Le sénateur McGRAND: Mon idée est la suivante: est-il juste, quand on discute de cette hausse dans le coût de la vie et de l'alimentation, de le faire à trois niveaux: profits, salaires et taxation?

M. THÜR: Oui. Votre première question regarde une hausse des prix de 2 p. 100. Cette hausse consiste seulement dans la différence entre une hausse des coûts et une hausse de la productivité. Si on a une hausse générale des coûts de 5 p. 100 et une hausse de la productivité de 3 p. 100, on n'a pas de difficultés. Les prix montent de 2 p. 100 et c'est tout.

Quant à votre seconde question, je crois qu'en discutant les trois propositions, on discute simplement de la politique du revenu. C'est exactement cela: salaires, profits et taxation.

Le sénateur McGRAND: Je regrette, mais je ne vous ai pas entendu.

M. THÜR: La seconde question consiste à discuter de la direction des salaires, des profits et de la taxation dans les industries de l'alimentation. Peut-être pourrait-il y avoir une intervention très particulière dans l'industrie de l'alimentation, mais je ne suis pas partisan des interventions particulières. Je ne les crois pas très importantes. Mais, en général, votre question concernant les profits, les salaires et la taxation, concerne le revenu de l'État, et ceci implique une politique du revenu, voilà tout. Alors si vous acceptez, demain peut-être, la possibilité d'une politique du revenu, du coup, vous ajustez tous ces problèmes entre eux.